



Favoriser le secteur productif pour renouer avec la compétitivité et la croissance

Contribution au débat - "Compétitivité : que reste-t-il à faire ?"

Le constat : une difficulté à produire

L'économie française souffre d'un syndrome : une difficulté à produire des biens. L'industrie, qui faisait la force de notre pays auparavant, subit un déclin relatif par rapport aux autres secteurs, et absolu. C'est cette désindustrialisation qui explique la dégradation progressive de la balance commerciale française. Alors que l'industrie représentait plus de 20% de la valeur ajoutée totale du pays en 1980, elle ne représente plus que 11,2% en 2015.

Les prélèvements contre la compétitivité

Avec un **taux de prélèvements sur les entreprises le plus élevé de l'OCDE**, la France fait peser sur ses entreprises l'excès de dépense publique. Nos entreprises paieraient 140 milliards d'euros de charges en moins si elles étaient situées de l'autre côté du Rhin. Il n'est pas étonnant qu'elles souffrent d'un déficit de compétitivité. Au-delà du poids que représentent les charges sociales, les impôts sur la production sont considérables dans notre pays : ils représentent 3,64% du PIB en France, contre 0,44% chez nos voisins germaniques, un différentiel d'environ 60 milliards d'euros.

Au-delà de la production, nos investissements ont été rognés par **une fiscalité du capital confiscatoire**. Le taux de taxation implicite du capital était en 2012 de 46,9% en France, contre 22,2% en Allemagne. Notre pays propose une rentabilité du capital la plus faible d'Europe ; or, nous devons attirer les capitaux pour redéployer notre tissu économique vers les nouveaux axes de croissance.

Enfin, **nos politiques de l'emploi ont toujours privilégié les secteurs abrités de la concurrence** : les politiques de réduction des charges pour les faibles qualifications abaissent notre productivité, et leur financement par les prélèvements pénalisent les entreprises exposées à la concurrence internationale -qui sont tenues à une compétitivité exemplaire- où les salaires sont plus élevés. A cela nous rajouterons la rigidité de notre marché du travail, avec un salaire réel qui augmente davantage que la productivité, alors que c'est cette dernière qui détermine en grande partie la croissance.

La perte de nos compétences

La crise de notre système éducatif, alliant dépenses élevées et résultats médiocres, rajoute une pierre à l'édifice de notre perte de compétitivité. Malgré l'importance du chômage, les entreprises éprouvent des difficultés à recruter dans certains secteurs.

Les entreprises pâtissent de ce nivellement par le bas des compétences. Il en résulte une difficulté de se moderniser notamment en utilisant le numérique. La tendance actuelle à minimiser l'enseignement des mathématiques, via la réduction des programmes et volumes horaires ne fera qu'aggraver ce déficit d'innovation que nous subissons

Un traitement de choc nécessaire

Nos efforts doivent être concentrés. L'industrie pourrait être notre force : entre 1996 et 2007, la croissance moyenne annuelle de la productivité était de 3,12% par an, contre 1,02% par an pour l'ensemble de l'économie. Un potentiel à utiliser, encore faudrait-il s'en donner les moyens.

Pour améliorer la compétitivité de notre économie, **plusieurs politiques prioritaires** doivent être menées : un soutien massif à la réindustrialisation de notre pays, une libération de l'investissement et une élévation de notre niveau de compétences.

Mettre en place des mesures spécifiques pour dynamiser notre industrie et par conséquent nos exportations

1) Exonérer d'impôts sur la production les entreprises exposés à la concurrence internationale

Les taxes à la production grèvent fortement notre compétitivité, et surtout celles de nos entreprises exportatrices. Il faut exonérer d'impôts sur la production (taxe sur les salaires, du versement transport, des taxes pour la garantie des salaires, de la CVAE, de la cotisation foncière des entreprises, de la C3S et de l'impôt foncier sur le bâti) les entreprises participant à la compétition internationale. Le coût de cette mesure serait de 9.5 milliards, mais participerait à l'amélioration de la compétitivité de nos entreprises au potentiel exportateur.

2) Réallouer les exonérations de charges sur l'ensemble des salaires

Afin de proposer une alternative aux abaissements de charges sociales sur les bas salaires qui ont un effet marginal sur notre compétitivité, il est urgent de remplacer le CICE, par un allègement des charges sociales de 7 points pour l'ensemble des salaires supérieurs à 1,4 SMIC, afin de permettre à nos entreprises de se réorienter vers la production de biens à haute valeur ajoutée.

Libérer l'investissement par une nouvelle politique fiscale

Cette nouvelle politique fiscale aura pour but de **favoriser l'investissement et ainsi l'innovation** dans notre pays. Elle pourra s'articuler par deux biais : baisse de l'impôt sur les sociétés, et réduction de la fiscalité du capital.

1) Un taux d'IS à 25%

Pour inciter à l'investissement dans les entreprises - nécessaire à l'innovation et donc à l'amélioration de notre compétitivité - il convient de baisser l'impôt sur les sociétés à 25%.

2) Un taux unique de taxation des revenus du capital à 25%

Concernant notre fiscalité du capital, il est nécessaire de supprimer l'ISF et toutes les niches fiscales liées à l'épargne et l'investissement financier. Cela sera accompagné par la mise en place d'une taxation en forme de *flat tax* des revenus du capital, à hauteur de 25%.

Enfin, nous devons réinstaurer la déductibilité fiscale des intérêts d'emprunts, qui taxe l'investissement productif des grandes entreprises et des ETI.

Élever notre niveau de compétences

La montée en compétence de nos actifs constitue un enjeu crucial : gains de production, meilleures innovations, hausse des exportations et orientation vers des produits haut de gamme à forte valeur ajoutée, autant d'éléments favorisant mécaniquement la croissance de notre pays.

Nous proposons de rapprocher l'Education nationale de l'entreprise, et **d'évoluer d'une logique de savoirs vers une logique de compétences** : relancer l'apprentissage, en réintroduisant la possibilité de le débiter dès l'âge de 14 ans, valoriser les filières techniques dans l'enseignement secondaire, et réallouer les moyens vers les filières porteuses en termes d'emploi. L'enseignement supérieur se doit d'être repensé, pour jouer un rôle clef dans le système productif : pleine autonomie aux universités, processus de sélection à l'entrée, développement des MOOC, adoption d'un modèle payant avec octroi de bourses. Un modèle concurrentiel amorcera un cercle vertueux en poussant à la spécialisation, et en attirant les entreprises.